

## EDITO

### EUROPE-CHINE : LE BASCULEMENT DE L'ICEBERG

Jusqu'au 20/10, Pékin feignait de croire l'Union Européenne capable de sortir seule de sa crise de la dette. Mais quand Bruxelles reporta le sommet Chine-UE du 25/10 à Tianjin, ce fut le signal, pour **Tang Shuangning** (Président du groupe **Everbright**) que ce mal avait « empiré au point qu'une solution devenait difficile à trouver » : que la Chine devait intervenir.

Aussi, on vit une frénésie d'échanges, de bloc à bloc. Le 1<sup>er</sup> ministre **Wen Jiabao** appela le Prsdt de l'UE **H. van Rompuy**. **Wang Qishan**, patron de l'économie téléphonique (22/10) à **F. Baroin** le ministre français des Finances. Le 23 débarquant d'Inde, **A. Juppé**, le MAE français, déposa à Pékin un message secret de **N. Sarkozy** à **Hu Jintao**. Le 24, **Jia Qinglin**, n°1 de la CCPPC s'envolait vers Londres et Berlin et d'abord Athènes, où il signait (soutien symbolique) 550M€ d'importation (vin, marbre, services internet).

La chronologie suggère que ces conciliabules, et d'autres restés dans l'ombre étaient la participation en duplex de la Chine au sommet de Bruxelles (23-26/10), des 17 pays de l'Euro-zone flanqués des 10 autres Etats membres. Le message de Sarkozy surtout, parachevait avec Hu les préparatifs stratégiques du **G20 de Cannes** (3-4/11), et offrait à la Chine une entrée plus musclée dans l'Euro et le concert mondial des puissances monétaires.

Ce qui en sort le 26/10 ne dément pas l'impression. Berlin a réussi à imposer aux banques l'abandon de 50% de leurs créances grecques, et Paris, à obtenir le passage à « au moins 1000MM€ » du **FESF**, fonds communautaire de dette souveraine créé en 2010 pour assister les Etats membres en difficulté. Mais qui paiera? La Chine est universellement vue en candidat n°1. Moyennant la participation d'autres bailleurs de fonds (**Russie, Brésil**), selon la rumeur qui circule juste après l'accord des 27, elle pourrait acheter de 50 à 100MM€ « ou plus » en bons du **FESF**. Et 48h après, le 28, **Klaus Regling**, le Président du Fonds était à Pékin pour présenter ses offres.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. **Zhu Guanyao**, vice-ministre des Finances,

estimait à « au moins un mois » les palabres techniques sur la hauteur du montant, et sur celle de l'assurance. De nombreuses pistes devraient être explorées, comme celle d'un autre fonds appuyé sur le FMI de Mme Chr. Lagarde, qui y est favorable.

Evidemment, c'est un grand changement de perspective, qui implique en tout cas de figure un recul de la souveraineté financière des nations. En particulier, pour les Etats « en déficit excessif », la Commission Européenne obtient compétence de viser leur budget 2012, avant passage devant leur Parlement. De même, tant la Chine que les pays européens ont leurs doutes, sur une arrivée de la finance étatique chinoise à la rescousse de l'Euro, et sa capacité accrue de pression – par exemple, en retirant ses fonds. Pékin exprime déjà ses conditions : la reconnaissance du statut d'économie de marché, l'abandon de toute critique sur sa politique du yuan bas voire, selon **Jin Liqun**, Président du fonds **CICC**, « pour mériter le soutien sincère du reste du monde... Que l'Europe se mette à réduire ses dépenses, démanteler son Etat providence, et ses lois du travail induisant la paresse » (langage sans complexe, et allusion claire à la loi française des 35h).

Dernier détail : **Cui Jiankai**, vice MAE, évoquait le 28/10 le programme du G20, où **Hu Jintao** se concentrerait sur la crise de la dette européenne, sur les cours mondiaux des matières premières, et la « stabilisation des marchés financiers », sur la base du « bénéfice mutuel ». Aussi, vu la fraîcheur de son apparition, la perspective d'achats chinois de bons du FSEF ne figurera pas à l'agenda.

Pour autant, une nouvelle architecture financière européenne et mondiale apparaît, où la France propose, et où la Chine réfléchit à son entrée en jeu comme acteur majeur. Pékin y sauvera son 1<sup>er</sup> marché à l'export, et va diversifier sa dépendance vis-à-vis du dollar. Mais quoiqu'il arrive, on assiste à un basculement de l'iceberg sino-européen : l'inversion de leurs rapports de force.

« que l'Europe révisé ses lois... induisant à la paresse »  
(**Jin Liqun**,  
Président du  
**CICC**)

### SOMMAIRE

#### Editorial—p1

Europe-Chine : le basculement de l'iceberg

#### Temps forts—p2

ASEAN—Chine : banquet servi et huile sur le feu

Nestlé, un scandale local inédit  
Yue Yue, ou la naissance du civisme

#### A la loupe—p3

Armada de mesures au secours des PME et des provinces

La périlleuse revanche des HLM

#### Petit Peuple 老百姓—p4

Dingxi, le visiteur d'on ne sait Hu

#### Rendez-vous—p4

#### Abréviations—p4

### La photo de la semaine



Suite au drame « Yue Yue » (cf p.2), réaction citoyenne à Foshan (la ville où le scandale est arrivé), sursaut moral, cordial le 25/10, 10<sup>aines</sup> de jeunes avec banderoles : « Je ne serai plus un Chinois au cœur froid » ...

### Faire-Part !

Ce lun.31/10, naîtra le 7<sup>MM</sup><sup>ème</sup> citoyen de la Terre. En Chine? En Asie en tout cas, disent les experts.

A en croire le **planning familial**, le monde peut le remercier de lui avoir donné 4 ans de répit pour franchir ce cap, grâce à ses « 400M de naissances épargnées ».

Quant au 8<sup>MM</sup><sup>ème</sup>, il est prévu pour 2025—et après cela, un palier sera atteint - on se calme !

▶ ASEAN—CHINE : BANQUET SERVI ET HUILE SUR LE FEU

Entre Chine et **Asean**, 2 sommets, 2 dynamiques se poursuivent, imperturbablement quoiqu'en opposition de phase :

À **Nanning**, capitale du Guangxi, les dix pays d'Asie du Sud-Est + Chine tenaient les 21-26/10 un sommet d'investissement et d'affaires, qui annonçait la préparation d'une Banque régionale Sino-Asean pour PME. En marge du sommet, l'expo se concluait sur 1,8MM\$ de contrats (+5,6%). L'Accord de Libre Echange, du 01/01/2010 a ouvert les portes mutuelles et fait de l'Asean, le 3<sup>ème</sup> partenaire de la RPC avec 267MM\$ d'échanges de janvier à septembre (+26%) et 19MM\$ de surplus à l'Asean. Parmi les 10, L'ALE sourit le plus aux industrialisés, Thaïlande ou Malaisie (50MM\$ d'échange pour cette dernière de janvier à juillet), moins à d'autres, tels Indonésie ou Philippines—mais globalement, personne n'y perd.

Durant le sommet, **Jin Qi**, n°2 à la **Banque centrale** prédit pour début 2012 un accord de règlement des transactions en yuan avec les 10, échange en RMB qui concurrencera le billet vert. Déjà, au 1<sup>er</sup> semestre 2011, les transactions en yuan ont progressé à 147MM\$, comptant pour 8,6% du commerce extérieur chinois. La Chine veut ainsi accélérer son passage à la libre convertibilité, d'ici 2015. Elle le fait aussi pour arrimer l'Asean à sa zone d'influence et à son « soft power ».

Ce qui a pour effet de contrebalancer l'autre bruit dans la région, celui des bottes et des moteurs des navires militaires. Du 17 au 28/10, alternant combats terrestres et assauts amphibies, 3000 Marines US et Philippins tenaient leurs **manœuvres** annuelles près de San Antonio aux Philippines, non loin des zones maritimes revendiquées par Manille et Pékin. Vertueusement, les deux états-majors juraient que ces exercices de défense ne visaient aucune menace particulière...

Pendant ce temps, à **Bali**, les 10 ministres de la Défense de l'Asean siégeaient (22/10) en sommet de sécurité maritime, avec un autre « invité » - le directeur du Pentagone, **L. Panetta**. Manille proposa la tenue d'une session spéciale pour rédiger un code de conduite maritime en Mer de Chine du Sud, espace maritime revendiqué surtout par la Chine, laquelle se verrait ensuite « proposer » ce texte sans avoir contribué à son élaboration -mise devant le fait accompli. La veille, Panetta avait confirmé aux délégués les plans des USA pour renforcer leur présence dans les Océans Indien et Pacifique, pour faire « bien comprendre à la Chine qu' [ils] allaient protéger le droit international à la circulation maritime ». Il confirmait aussi que le règlement des revendications se ferait selon le Droit de la mer de l'ONU : autant de thèses anathèmes à la Chine, qui répondait dans *Global Times*, promettant des « bruits de canons » si Vietnam et Philippines continuaient à « profiter de sa position diplomatique modérée ». Il faisait peut-être allusion au fait que Hanoi lance avec New Delhi un projet conjoint d'exploration pétrolière *off-shore*, en zone revendiquée par Pékin—qui conseillait à l'Inde, par ses media, de se retirer vite de ce « mauvais pas ». Heureusement, ces cris guerriers étaient contrebalancés par des annonces sino-vietnamiennes plus amènes, renforçant leur coopération militaire et réaffirmant la volonté politique de régler ces revendications « par la concertation et les négociations ».

L'Inde d'autre part renforce aussi la coopé avec la **Birmanie**, hier chasse gardée chinoise (cf vdlc n°34) : décidément, ces mers du sud deviennent de plus en plus une pierre d'achoppement, pour les richesses pétrolières qu'elles renferment, comme pour le contrôle des routes maritimes...

▶ NESTLE, UN SCANDALE LOCAL INEDIT

Coup dur pour **Nestlé**: sa filiale de Shuangcheng (Heilongjiang) affronte la colère des 20 000 éleveurs laitiers locaux.

Fort relayée par la presse, une enquête a eu lieu : certains des 74 centres de collecte « arrondissaient » la pesée, « 73kg » de lait pour 74,3 kg. Ou bien sous-payaient en fonction de la teneur en germes ou en antibiotiques, jusqu'à 1,6 au lieu des 3¥/kg du cours. A 1 200t de lait/jour, la filiale économisait 70 M ¥ /an. D'autres dénoncent un pacte d'exclusivité avec la mairie, de collecte du lait sur son territoire, sans doute lié à la présence d'un ex-maire de la ville à la tête du conseil d'administration local, et aux 280M¥/an de taxes versées par le groupe à la ville -20% de son budget...

Suite au scandale, l'appareil a réagi : un chef de point de collecte inculpé, d'autres renvoyés, suite à vote des fermiers (moins de 30% des voix = le renvoi).

Nestlé lui, a congédié le manager des collectes, aboli l'arrondissement des données, installé dans chaque station une balance de contrôle et un téléphone de plainte, et dans les fermes, 1000 trapeuses électriques. D'ici 2012, 187 fermes devront être passées à 1000 têtes -Nestlé contribuera à leur modernisation par un tarif supérieur (3,6 à 4,2¥/kg). Enfin **E. Heijkoop**, patron de la filiale rejette l'accusation de monopole de collecte, souhaitant la bienvenue à la concurrence.

A Pékin, le groupe, manifestement pris de court, se défend de pratiques scélérates et a ouvert une enquête sur sa filiale—tout en promettant des suites.

▶ YUE YUE, OU LA NAISSANCE DU CIVISME

La Chine médite, après la mort de la petite Yue Yue, 2 ans, à Foshan (*Guangdong—21/10*), écrasée successivement par 2 camions ayant pris la fuite. Le drame fut filmé par une des nombreuses caméras de surveillance, permettant de retrouver les chauffards. Mais l'examen de conscience était nécessaire, tout le monde se sentant fautif- les 18 passants ayant choisi de ne rien voir, les parents occupés à leur commerce, les voisins indifférents... La Chine se rappelle tous ses accidents avec délits de fuite, voire le meurtre des victimes par des chauffeurs croyant « payer moins cher pour un mort que pour un blessé. Cet internaute sur son microblog, flagelle la société : « *Adieu, je te souhaite de ne pas renaitre en Chine* » ..

Cependant, cette l'affaire sordide révèle des bribes de progrès. Le pays ne veut pas de cette image. Un débat s'engage, entre ceux qui sont pour la mise en place d'une loi pénalisant la non-assistance à personne en danger, et ceux en quête de solutions réalistes, telle la promotion du civisme par des ONG. Plusieurs racines du drame sont identifiées: ① l'exigence du régime d'assumer seul la responsabilité morale qui, ailleurs, est à charge de la conscience de chacun ; ② la primauté depuis 30 ans de l'enrichissement individuel ; ③ l'inadaptation de la loi et la justice, ce qu'illustre ce cas bizarre advenu à Nankin en 2006 : un homme qui avait transporté à l'hôpital une vieille femme après une chute, et celle-ci étant décédée, fut poursuivi par la famille et condamné à payer 40% des soins : pour le juge, « *il n'aurait jamais porté assistance, s'il n'avait été mû par un sentiment de culpabilité* ».

## ► ARMADA DE MESURES AU SECOURS DES PME ET DES PROVINCES

Début octobre, c'est vers **Wenzhou** (Zhejiang) que Wen Jiabao tournait ses pas (cf VdlC n°34): en un an, 80 000 PME venaient de fermer (20% de celles de Wenzhou) et 80 patron-sétaient suicidés ou en fuite, car en faillite (1,6 MM\$ de dettes cumulées). Wenzhou était le miroir de la crise en Chine.

La cause venait de Pékin. Les banques publiques ne prêtant qu'aux groupes publics, les PME recouraient soit à l'autofinancement, soit aux banques grises, riches de 377 à 600MM\$ (selon sources) prêtés avec un taux d'intérêt jusqu'à 100%, étranglant lentement l'emprunteur. Même à ces taux, l'usurier privilégiait le secteur immobilier, plus lucratif que l'industriel. Résultat à Canton : 80% des PME ont souffert d'une perte de capital, et 33% d'entre elles, de plus de 10%.

Lors de son passage, Wen avait multiplié les bonnes paroles. Des actes ont suivi : le 25/10, **Xiao Yuanqi**, directeur à la **CBRC** annonce un feu vert imminent aux banques pour lever des obligations au profit exclusif des PME. D'autres mesures encourageront des banques « qualifiées » à déployer filiales et franchises dans des petites villes, près des PME. Les banques doivent aussi rehausser le plafond d'endettement de ces clients - mais sans chiffre contraignant, « vu leurs situations différentes ». Reste enfin le microcrédit, 460M\$ l'an dernier, à 70 M de fermiers. De janvier à juillet, malgré la crise, les prêts aux PME ont monté de 26%, à 1550MM\$ - montant très en dessous des besoins.

Les difficultés des PME les empêchent d'utiliser les infrastructures des provinces, ce qui aggrave à leur tour leurs det-

**1 578 milliards de \$ de dettes provinciales— dont jusqu'à un tiers sans doute irrécupérables**

tes. Témoins, les 74 000 km d'autoroutes à péage bâties en 15 ans, pour un coût de 199MM\$. Ordonnées par Pékin de présenter leur bilan sur ces invests, 16 provinces sur 31 ont obtempéré: seules 4 d'entre elles ont rencontré la rentabilité. Les 12 autres admettent n'avoir récolté que 26MM\$ l'an dernier, de quoi payer les intérêts mais pas de rembourser. Ces chantiers ont le plus souvent été décidés sans étude de

marché, causant redondances et sous-emploi, d'autant plus embarrassant que depuis 1994, villes et provinces n'ont plus droit à l'emprunt direct. Elles ont contourné l'interdiction en créant plus de 10 000 « véhicules d'investissement », source de 1 578MM\$ de dette provinciale - dont 300 à 450 MM\$ sans doute irrécupérables. Depuis 2008, cette dette locale a triplé, nourrie par les 629MM\$ du « stimulus » du gouvernement central.

Confronté à cette évolution préoccupante, l'Etat central réagit par des mesures en dents de scie. En juin, il commence par interdire les prêts bancaires aux sociétés-écran des provinces. Mais le 20/09, il les rétablit, au seul bénéfice des HLM. Puis le 20/10, il autorise 4 riches provinces et municipalités (Guangdong, Zhejiang, Shanghai, Shenzhen) à émettre des obligations, à 3 à 5 ans, pour 3 à 5MM\$ (cf article ci-dessous), toujours limité aux HLM. Une fois assuré que le système n'est pas - comme pour la énième fois- détourné, il sera étendu à la nation. Et c'est ainsi que l'Etat montre son dilemme, obligé de supprimer les invest. faillibles, mais devant aussi éviter la faillite des provinces !

## ► LA PÉRILLEUSE REVANCHE DES HLM

L'**immobilier** est au cœur d'un maelström lancé par le pouvoir depuis 2010, fer de lance de la guerre à l'inflation et outil pour faire accepter aux défavorisés une croissance affaiblie.

Différentes méthodes sont appliquées dans le but de bâtir pour 2011, 10 millions de **HLM**. En juin, puis septembre, les ministères du Logement (**Mohurd**) et de la Supervision, écu-maient les provinces pour vérifier le respect du plan, auquel les cadres—à 12 mois du grand bal des promotions quinquennales sous Xi Jinping—se gardaient bien de manquer. Dès août, 8,7 M d'unités étaient construites, dans les temps pour atteindre l'objectif. En 2015, ils seraient 36 millions.

Pékin s'efforçait d'éliminer les obstacles financiers. Il s'agissait aussi de rouvrir aux provinces, un robinet du crédit sélectif. Le 20/10, le ministère des Finances autorise l'émission d'obligations à 4 provinces, destinées à la finition de chantiers d'infrastructures et au logis social (cf ci-dessus).

Car le plan de redimensionnement de l'immobilier commence à agir: à Pékin, sur 3 trimestres, les ventes de logis classique ont réduit de 12%, à 6,32 M de m<sup>2</sup>. En même temps, le HLM bondit de +120%, avec 1,98 M de m<sup>2</sup> (soit 31% du logis conventionnel). Dans l'intervalle, il se voit doté de normes de qualité et son accès est étendu aux migrants (dépourvus du hukou, certificat de citoyenneté pékinoise), soit 7 millions d'éligibles, en plus des 12,5 millions de Pékinois. Mais pour obtenir leur HLM, ils doivent avoir un emploi stable, un certificat de résidence temporaire et être à jour avec la sécurité sociale. Les Pékinois, eux, doivent justifier d'un logement de moins de 15m<sup>2</sup> par habitant et d'un



revenu inférieur à 100 000 ¥ pour trois, par an.

Entretiens, on l'a dit, le logement classique est pénalisé par la raréfaction du crédit et la hausse du crédit hypothécaire. Au printemps, on a vu s'instaurer dans 40 grandes villes les restrictions aux développeurs (crédit) et aux acheteurs (un appartement par personne). En juillet, Wen Jiabao, le 1<sup>er</sup> ministre, étendait le système à des villes plus petites. Les patrons bâtisseurs se voyaient discrètement priés de prédire quels concurrents allaient baisser leurs prix. Les provinces où se poursuivraient les hausses, étaient averties de tracasseries. Résultat: des groupes en manque de cash cassent les prix. Surtout à **Shanghai** où des résidences à 17 000¥/m<sup>2</sup> sont bradées à 14 000 (-30/50% dans les banlieues). De Janvier à septembre, 13Mm<sup>2</sup> y ont été vendus, soit -13%. L'investissement monte toujours, mais seulement de 7,1%, loin des 20 à 30% des années passées. La même tendance se répète dans 59 villes, sur les 70 formant le baromètre du pays.

Enfin, cette descente forcée n'est pas sans risque. Le ralentissement du bâtiment entraîne celui de l'acier (-30% depuis le 5 septembre). Les manifestations se multiplient de petits propriétaires esclaves de leurs hypothèques, angoissés par la baisse de leur bien. Le marché, lui, fait une pause - attendant pour acheter. La Chine entière retient son souffle : au « chef d'orchestre » de bien tenir sa baguette, pour tuer les investissements fous et improductifs, tout en épargnant le reste de l'économie. Un pari qui fait prédire à **W. Pesek**, économiste à Bloomberg : « la crise en 2012 sera bien plus dure pour la Chine, que pour les Etats-Unis ».

► DINGXI, LE VISITEUR D'ON NE SAIT HU

Que Wikileaks déverse sur les trottoirs les secrets des diplomates américains, n'a pas que du mauvais. Concernant la politique chinoise, il arrive à lui rendre une bouffée de chaleur humaine, dont elle pourrait sembler parfois un peu dépourvue.

Début févr. 07, **Shi Jing**, le brave Secrétaire du district de Dingxi (*Gansu*) reçoit par porteur spécial un courrier ultra-confidentiel: un cadre vient de Pékin préparer la visite d'un leader national, le soir du Chunjie (*Nouvel an lunaire, 17/ 02*). Le lendemain, il voit arriver en personne, muet comme une carpe et couleur de muraille, Ling Jihua, n°2 du Bureau de l'organisation du PCC : ce très haut cadre règle avec lui les détails de l'escapade du dignitaire. Mais sur son identité, il garde le secret, ne lâchant qu'un indice : juste 2 medias, Xinhua et CCTV, couvriront l'événement. Ce qui suffit pour mettre à Shi Jing la puce à l'oreille. Car moins de journalistes (*envoyés par le Parti*), et plus l'homme est haut placé. Deux reporters, ce ne peut être que pour Hu Jintao -même ! Pour autant, aguerri

par 25 ans de carrière, Shi est trop fin pour en demander plus: une fois le mandarin reparti, quand d'autres cadres sollicitent ses lumières, il se contente de répartir, sourire en coin: « *une huile vient nous voir, mais je ne peux vous dire d'Hu elle vient* ». Avec l'homme de Zhongnanhai cependant, Shi a négocié. Pour sa pauvre région, une visite de Hu est la chance inouïe de montrer au pays sa célébrité locale : la patate de Dingxi, et il ne la ratera pas !

Le 3, les choses s'emballent. Retour du vice-directeur Ling qui se fait conduire à Daping, chez le vieux Li Cai (70 ans, *fidèle de longue date*) - que Hu avait déjà visité en 1999. Meticuleusement, Ling s'assure que sa ferme fait toujours « *couleur locale* ». Il instruit « *vieux-Li* » de ne plus tailler sa barbe fleurie d'ici la visite, et Shi, de cacher TV ou autre gadget électroménager que les cadres locaux adorent essayer à l'approche des leaders en visite, histoire de se faire bien noter - Ling connaît la musique ! Côté menu, ordre est donné de préparer des *jiaozi* (raviolis) qui seront roulés au dernier moment—

le leader voulant mettre la main à la pâte et farcir ses raviolis comme au bon vieux temps de sa vie d'étudiant. En fait, ceci est une entorse à la tradition du Gansu, qui n'a pas la tradition du *jiaozi*. Mais qu'importe. Idem, pour la friture des traditionnels « *escargots* » en colimaçon, Ling s'assure que le patron recevra des baguettes extralongues et un wok à chaleur réduite, pour prévenir les projections d'huile sur son impeccable costume.

Le jour J, Hu apparaît. C'était donc bien lui ! L'étape des raviolis se déroule bien, comme celle des fritures. Le problème surgit au moment des patates. Fidèle à son plan promotionnel, Shi a fait installer un poêle (à bois, bien de chez nous, pas électrique), avec tuyau perçant le toit, pour que M<sup>me</sup> Li y fasse bouillir les tubercules, sous l'œil complice du caméraman— lequel filme ensuite le 1<sup>er</sup> magistrat de la République se servant d'une pomme de terre, et la pelant. Mais quand il prétend jouer au papy de la nation (*concurrent sur ce terrain Wen Jiabao, le 1<sup>er</sup> ministre*), quand il offre un bout

de patate chaude à Xiao Li, quatre ans, voilà que la petite poison risque de tout gâcher en rejetant bruyamment l'impérial service. Car elle en a soupé, la fillette, des patates de Dingxi ! Copieusement et jusqu'à la nausée. Heureusement, Hu, grand-père lui-même et diplomate, sauve l'instant en ne faisant qu'en rire, tandis que la mère-grand -un peu pâlotte- convainc la gamine d'avaler sans faire plus d'histoire.

Quelques mois après, le secrétaire Shi, persuadé que sa présentation du tubercule local, à l'heure de grande écoute, avait valu à la région des commandes en millions de yuans, relate son histoire à des hôtes américains.

Malheureusement, le fait d'avoir « *balancé* » l'histoire aux étrangers et, par l'action de Wikileaks, au monde entier, risque de porter un coup à sa carrière. Mais pas à celle des journalistes ayant popularisé l'histoire : en culture chinoise, seul le 1<sup>er</sup> coupable est puni. Comme le résume l'adage, « *le fusil ne frappe que le 1<sup>er</sup> oiseau à montrer la tête* » (枪打出头鸟—qiāng dǎchū tóu niǎo).



Regardez bien ces cannettes : un homme, l'artiste **Liu Bolin**, est caché dedans

**Le proverbe de la semaine**

枪打出头鸟

Qiāng dǎchū tóu niǎo

« Le fusil ne frappe que le 1<sup>er</sup> oiseau à sortir la tête »

**RENDEZ-VOUS 约会**

- 31 oct. – 3 nov, Fuzhou : CMEF Salon des équipements médicaux
- 1-5 nov, Shanghai : Salon de l'automatisation des usines
- 1-5 nov, Shenzhen : CPSE Salon de la sécurité du territoire
- 1-5 nov, Shanghai : Energy Show
- 2-4 novembre, Pékin : China Foodtech sur le process de l'industrie alimentaire et de l'emballage
- 3-5 nov., Shanghai : 100% design Show

**ABREVIATIONS ET SIGLES**

M: million, MM: milliard,

.ASEAN : Association des Nations d'Asie du Sud-Est ; CBRC : China Banking Regulatory Commission ; CICC : China International Capital Corp ; CCPPC : Conférence Consultative Politique du Peuple chinois ; FESF : Fonds Européen de Stabilité Financière ; FMI : Fonds Monétaire International ; ONU: Organisation des Nations Unies ; UE : Union Européenne.